

ARRÊTÉ MODIFICATIF  
portant autorisation environnementale  
d'une installation classée pour la protection de l'environnement

Le préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement et ses annexes ;
- VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment l'article 15 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 28 juillet 1999, modifié le 4 juin 2007, autorisant le GIE NORMA 2000 à exploiter au lieu-dit « le Grand Colloué » à Penguilly, une station d'épuration collective de déjection animales ;
- VU la demande présentée le 2 août 2019 et complétée le 6 décembre 2019 par le GIE NORMA 2000 représenté par Messieurs Brexel, dont le siège social est situé au lieu-dit « Colloué » à Penguilly, en vue d'effectuer au lieu-dit « Le Grand Colloué » la mise à jour des flux de la station d'épuration collective de déjection animales ;
- VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 27 février 2020 ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 13 mars 2020 ;

CONSIDÉRANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il s'agit d'une mise à jour des flux entrants dans la station d'épuration collective de déjection animales ;

CONSIDÉRANT que chaque membre du GIE NORMA 2000 a déposé un dossier de mise à jour de son plan de gestion des déjections et que des mesures de suivi du bon fonctionnement de ses installations, avec la station d'épuration collective de déjection animales, sont proposées dans les projets d'arrêtés préfectoraux de chacun d'eux ;

CONSIDÉRANT que des dysfonctionnements ont été rencontrés sur des installations d'unité de traitement similaires ;

CONSIDÉRANT que la demande d'autorisation déposée après le 30 juin 2017, a été instruite selon les dispositions législatives et réglementaires de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor,

## ARRÊTE :

### Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

L'arrêté préfectoral du 4 juin 2007 est abrogé.

### Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 1999 sont modifiées comme suit :

« Le GIE NORMA 2000, ci-après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit « Colloué » à Penguilly est autorisé à exploiter au lieu-dit « Le Grand Colloué », sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, une station d'épuration collective de déjection animales (lisiers de porcs). »

### Article 2 : Nature des installations

#### 2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques
2751	A	Station d'épuration collective de déjections animales	12 947 m <sup>3</sup> de lisier porcin traités par an

*A : autorisation – E : enregistrement – D : déclaration – NC : non classé*

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

#### Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelle et section suivantes :

Commune	Section	parcelle
Penguilly	ZC	N° 126

#### 2.4. Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### Article 3 : Prescriptions particulières concernant l'exploitation de la station d'épuration collective de déjection animales communément appelée « unité de traitement des lisiers »

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 1999 sont modifiées comme suit :

« 3.1. Conformément aux plans et données techniques annexés à la demande l'exploitation possède une unité de traitement des lisiers comprenant :

- une séparation de phase en tête (produisant un coproduit ci-après dénommé « résidus organiques ») ;
- un hangar de stockage du résidu organique ;
- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- une séparation du lisier traité par filtration secondaire des boues (produisant deux coproduits ci-après dénommés « résidus organiques » et « effluent épuré ») ;
- une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement doit traiter une partie des déjections de l'élevage ci-dessus, à savoir :12 947m3 de lisier (30 5936 kg d'azote) sur 14757 m3 (60 773kg d'azote) produits annuellement.

Installations	Production du lisier				Exportation vers le GIE NORMA 2000		
	Volume (m³)	uN	uN/m3	uP2O5	Volume (m³)	uN	uP2O5
EARL ÉLEVAGE de la BOURDONNIÈRE	9970	42699	4,28	25261	8320	35632	21080
GAEC ÉRÉAC	4787	18075	3,78	9841	4627	17470	9512
TOTAL	14757	60773	4,12	35102	12947	53102	30593

Les lisiers bruts produits dans les installations mentionnés ci-dessus, non traités dans les installations du GIE NORMA 2000, sont épandus.

**2160 tonnes** de résidus organiques correspondant à 16 694 uN et 27619 uP2O5 sont transférés par la société COOPERL à destination des installations exploitées par le CEVED et FERTIVAL pour normalisation (contrat COOPERL).

3.2. Les inspecteurs de l'environnement ont constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

3.3. Aux fins de suivi du fonctionnement de l'installation, sont placés :

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique est installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;
- un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
- un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3.4. Une alarme visuelle ou sonore doit être installée pour prévenir l'exploitant en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

3.5. Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières sont effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole doit être communiquée au service des installations classées.

3.6. Débits et flux de pollution entrant dans l'unité de traitement

3.6.1. dans l'unité Filtrammat

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen	Flux journalier maximal
Volume	12 947 m3	35,5 m3	42,6 m3
N Global	53 102 kg	145,5 kg	174,6 kg
P2O5	30 593 kg	83,8 kg	100,6 kg
M.E.S.	499 470 kg	1368,5 kg	1642 kg

### 3.6.2 – dans le réacteur biologique

Lisier sortie Filtramat	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen	Flux journalier maximal
Volume	12 221 m <sup>3</sup>	33,5 m <sup>3</sup>	40,2 m <sup>3</sup>
N Global	46 693 kg	111,5 kg	133,8 kg
P2O5	30 593 kg	83,8 kg	

### 3.6.3 – dans l'unité Skimmat

Lisier sortie réacteur	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen	Flux journalier maximal
Volume	12 221 m <sup>3</sup>	33,5 m <sup>3</sup>	40,2 m <sup>3</sup>
N Global	12 487 kg	34,2 kg	41 kg
P2O5	20 603 kg	56,5 kg	

## 3.7. – Débits et flux de pollution relatifs aux coproduits

### 3.7.1 – coproduits à transférer

Résidus organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Tonnage	2 160 t	5,9 t
N Global	16 694 kg	45,7 kg
P2O5	27 619 kg	75,7 kg

### 3.7.2 – coproduits à épandre

Effluent épuré	Flux annuel
Volume	11 015 m <sup>3</sup>
N Global	2 203 kg
P2O5	2 974 kg

## 3.8. Autosurveillance

### 3.8.1. suivi

On entend par « autosurveillance », la surveillance réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. À la demande de l'inspection, l'exploitant est tenu de fournir toutes les données gérées et détenues par l'assistance technique et si nécessaire les faire imprimer sur support papier ou sous un support numérique le cas échéant.

L'exploitant doit procéder quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- relevé du volume de lisier brut entrant.

L'exploitant doit procéder hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase, ...).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de « mise en charge »), des tests rapides NH<sub>4</sub>/NO<sub>3</sub> sont réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire est suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides doivent être consignés par l'exploitant sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement doit y être mentionnée. Ce cahier est tenu à disposition du service des installations classées.



### 3.8.2. Bilan de l'autosurveillance

Un bilan annuel de l'autosurveillance est réalisée par l'exploitant lui-même ou par plusieurs prestataires techniques selon le choix de l'exploitant. Cette validation de l'autosurveillance consiste à :

- effectuer un contrôle de l'étanchéité et de l'intégrité de la totalité des ouvrages de stockage et de traitement, des vannes, canalisations aériennes ou enterrées ;
- effectuer un contrôle des débitmètres à l'aide d'un débitmètre à effet Doppler ou par contrôle des niveaux de marnage en fosse ;
- effectuer un contrôle du fonctionnement des alarmes de la station de traitement et du dispositif d'irrigation ;
- effectuer un contrôle du fonctionnement et de l'intégrité du dispositif d'irrigation ;
- produire une synthèse annuelle du fonctionnement de la station à partir des bilans matières et des analyses réalisées.

Les rapports des organismes tiers détaillant les points contrôlés, les conclusions de cette autosurveillance et les opérations éventuelles de maintenance sont conservés par l'exploitant.

### 3.9. Autosurveillance : bilan matière

3.9.1. Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'exploitant doit procéder ou faire procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprend au moins :

- un bilan des volumes de lisier brut entrant dans le Filtrammat ;
- un bilan des volumes de lisier sortie Filtrammat entrant dans le réacteur biologique ;
- un bilan des volumes de lisier traité (sortie réacteur) entrant dans l'unité Skimmat ;
- un bilan des différents coproduits ;
- une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon est représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;
- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon est prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon est prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses doivent être réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le ministère de l'environnement.

Les échantillons prélevés sont représentatifs de la masse globale à analyser. Ils sont effectués après brassage ou mélange de plusieurs prélèvements élémentaires. Les échantillons constitués sont réfrigérés et acheminés au laboratoire sous 48 heures au maximum.

Les bilans sont adressés bimestriellement par l'exploitant au service des installations classées. Ils doivent être annexés au cahier d'exploitation.

3.9.2. Au terme de cette année de « mise en charge », le service des installations classées émet un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes pré-cités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de « mise en charge » est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis est donné au terme de ces 6 mois.

3.9.3. Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la « mise en charge » est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

### 3.10. Assistance technique

Si l'exploitant a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'exploitant. »

#### **Article 4 : Prescriptions particulières en matière de stockage, de transfert et d'épandage des coproduits et lisiers bruts**

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 1999 sont modifiées comme suit :

- « 4.1. – Les lisiers bruts porcins doivent être stockés dans des fosses d'un volume de 943 m<sup>3</sup>.
- 4.2. – Les résidus organiques doivent être stockés dans un local couvert de 63 m<sup>2</sup>.
- 4.3. – L'effluent épuré doit être stocké dans deux lagunes d'un total de 7 400 m<sup>3</sup>.
- 4.4. – Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, effluent épuré) et le réacteur biologique de 1 132 m<sup>3</sup> doivent être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.
- 4.5. – L'effluent épuré est utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :
  - l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins ;
  - les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls) ;
  - la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).

L'exploitant est tenu d'installer et d'assurer le fonctionnement de dispositifs d'arrêt automatique de sécurité au niveau du système d'irrigation de l'effluent épuré.

4.6. – Les épandages de lisiers bruts et de coproduits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré doivent être consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier d'épandage est annexé au cahier d'exploitation.

4.7. – Pour les coproduits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement est tenu par l'exploitant mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement sont annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'exploitant doit trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

Les quantités exportées, qui font l'objet d'une obligation de transfert au titre de l'arrêté préfectoral établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, doivent l'être en dehors des communes situées antérieurement en zone d'excédent structurel et en dehors des parcelles situées en bassins connaissant d'importantes marées vertes sur les plages définies par le SDAGE excepté celles situées en baie de la Forêt.

4.8. – Le transport des lisiers bruts, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements. Tous ces transferts doivent être consignés sur le cahier d'épandage. »

#### **Article 5 : Prescriptions en matière de mise en service et dysfonctionnements de l'unité de traitement**

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 1999 sont modifiées comme suit :

- « 5.1. – L'unité de traitement est déjà construite et en service.
- 5.2. – En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier est stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées est immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des coproduits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage doivent être réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage. »

#### **Article 6 : Autres dispositions**

Les dispositions des articles 5, 6 et 7 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 1999 sont modifiées comme suit :

« Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. »

#### **Article 7 : Affichage**

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Penguily pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Penguily pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant quatre mois ;

#### **Article 8 : Délais et voie de recours**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

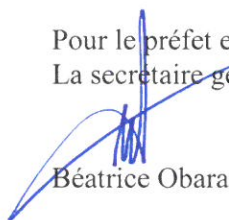
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application "télérécours citoyens" accessible sur le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **Article 9 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Penguily et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie ainsi que pour information au maire de Saint-Glen.

Saint-Brieuc, le - 6 AVR. 2020

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,



Béatrice Obara